Arrêté n° 418/MTFP du 8-5-79 — M. Amedjomekou Kou-noughé, instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire, du corps des fonctionnaires de l'enseignement, en service au collège assumption à Sokodé, est licencié de son emploi pour abandon de poste (chapitre 26, article 21), du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter du 3 janvier 1979.

Arrêté n° 419/MTFP du 8-5-79 — M. Amezian Kokou Kouma, agent spécialisé de 2e classe, 1er échelon stagiaire, du corps des fonctionnaires des postes et télécommunications en service à Lomé est licencié de son emploi pour compter du 3 novembre 1977 pour abandon de poste (chapitre 18, article 7, exercice 1977 et chapitre 20, article 7, exercice 1979 du budget général).

Arrêté n° 450/MTFP du 14-5-79 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Logan Séglan, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'école officielle de Badougbé (Vo), l'arrêté n° 53/MTFP du 14 février 1979 portant licenciement (chapitre 24, article 25, paragraphe, exercice 1978 et chapitre 26, article 25, paragraphe 1, exercice 1979 budget général).

Rectificatif

RECTIFICATIF du 17-4-79 à l'arrêté n° 971/MJ/FP/T du 13 octobre 1979 portant radiation.

du lieu de :

Les enseignants ci-après désignés sont rayés des effectifs du personnel de l'enseignement pour abandon de poste dans les conditions suivantes :

Pour compter du 26 janvier 1977

— Ahadji Wonyo Kabouté, instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire, précédemment en service au Collège d'enseignement général de Kévé.

Lire :

Les enseignants ci-après désignés sont rayés des effectifs du personnel de l'enseignement pour abandon de poste dans les conditions suivantes :

pour compter du 20 septembre 1976

— Ahadji Wonyo Kabouté, instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire, précédemment en service au collège d'enseignement général de Kévé.

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA PROMOTION FEMININE

Nominations

Arrêté n° 3/MASPF du 15-5-79 — Sont nommées conseillers techniques auprès du ministère des affaires sociales et de la promotion féminine, les fonctionnaires ci-après désignées en fonction audit cabinet.

— Mme Ahado (Marie-Thérèse), administrateur civil 1er échelon

— Mlle Bouamey Massan, administrateur civil de 1ere classe 1er échelon.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 4/MASPF du 15-5-79 — Mme Traoré Aminata, née Ayeva, attaché d'administration de 2e classe 2e échelon, est nommée attaché de cabinet du ministre des affaires sociales et de la promotion féminine.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

ARRETE N° 21/MENRS du 7 mai 1979 portant création d'école

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967, définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu la requête en date du 14 mars 1979 du chef de Canton de Pya ;
Vu la transmission n° 142/IEPD du 15 mars 1979 de l'inspecteur de l'enseignement du premier degré de Lama-Kara avec avis favorable ;
Vu les nécessités de service ;

A R R E T E :

Article premier — Une école officielle est créée à Pya Lao Kagnalada, circonscription pédagogique de Lama-Kara.

Art. 2. — Le présent arrêté qui prend effet à compter de la date de signature sera enregistré publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 7 mai 1979

Boumbéra Alassounouma

ARRETE N° 23/MENRS du 23 mai 1979 portant création d'inspection de l'enseigement de 23e degré

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'ordonnance n° 16 du 6 mai 1976 portant réforme de l'enseignement au Togo ;

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;
Vu les nécessités de service,

A R R E T E :

Article premier — Il est créé une inspection de l'enseignement du troisième degré à Sokodé.

Art. 2. — Sa compétence administrative couvre la région centrale.

Art. 3. — Une deuxième inspection de l'enseignement du 3e degré est créée à Lomé. Elle est dénommée inspection de l'enseignement du 3e degré de Lomé-Commune.